REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LESIGNY

JEUDI 28 SEPTEMBRE 2017

Les membres du conseil municipal se sont réunis le Jeudi 28 Septembre 2017 à 19 h 30 salle de la Mairie sous la présidence de Daniel TREMBLAIS, Maire.

Etaient présents : Mrs TREMBLAIS D., BEAUVAIS P, LEROY D., BARREAULT A., GREYO T., BLEAU L., VOYEZ C., MICHEL N., Mmes CHEVALIER M., BLUET AM

Etaient Absents Excusés : Mme COMBASTEL C ayant donné pouvoir à Mr MICHEL Nicolas

Etaient Absents : Mrs ARNOUX S., Mr PICARD P., Mr DREUX S.

DELIBERATION CONCERNANT LES ZAE (Zone d'activité économique)

Par délibération n°2 du 19 décembre 2016, le bureau communautaire a dressé la liste des zones d'activité économique incluses dans la compétence développement économique incombant à la communauté d'agglomération de Grand Châtellerault. En effet, la loi NOTRe a rendu compétentes les communautés d'agglomération pour la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité économique mais elle n'a pas défini ce qu'il faut entendre par ZAE. C'est pourquoi ont été ajoutées aux zones communautaires existantes les zones suivantes :

Commune	Nom de la ZAE	Surface totale de la zone (ha)	Surfaces cessibles
Antran	Ecoparc Viennopôle	15	9 ha 23 a 46 ca
Dangé-Saint-Romain	Les Varennes du Moulin à Vent	2,93	1 ha 81 a 73 ca
Ingrandes	La Palue	17,8	51 a 46 ca
	Les Terres Rouges	50,5	10 ha 50 a 29 ca
	Saint-Ustre	124	7 ha 77 a 59 ca
	Les Sables	12,6	8 ha 18 a 76 ca
La Roche-Posay	Les Chaumettes	11,7	3 ha 38 a 29 ca
Naintré	Laumont	30,3	4 ha 38 a 78 ca
Saint-Genest-d'Ambière	La Taille Grand Bois	16	34 a 77 ca

Pour rappel, les ZAE des communes d'Ingrandes et de Naintré étaient communales et disposent encore de terrains cessibles.

En principe, les transferts de compétences induisent la mise à disposition gratuite et de plein droit de l'ensemble des biens et équipements nécessaires à l'exercice des compétences transférées. Cependant, en matière de transfert de ZAE, la loi prévoit qu'il faut procéder à un transfert de pleine propriété pour les terrains communaux disponibles qui ont vocation à être cédés à des entreprises.

Dans ce cas, conformément à l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, le conseil communautaire et les conseils municipaux doivent délibérer :

- d'une part, sur les modalités patrimoniales du transfert des biens immobiliers c'est-à-dire le principe d'une cession des terrains communaux disponibles, la mise à disposition de la voirie interne ou des espaces verts...

- d'autre part, sur les modalités financières c'est-à-dire la méthode d'évaluation du prix des cessions.

Ces modalités doivent être déterminées par délibérations concordantes de l'organe délibérant de la communauté et des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée suivantes : 2/3 des communes représentant la 1/2 de la population ou l'inverse dont l'accord de la commune la plus peuplée si elle représente au moins le 1/4 de la population totale).

Les modalités financières et patrimoniales du transfert peuvent ne être pas identiques pour toutes les ZAE.

Par délibération n°9 du 3 juillet 2017, le conseil communautaire a décidé de proposer :

- de procéder à une mise à disposition gratuite des biens du domaine public (voirie et ses dépendances, éclairage public, parkings, bassins de rétention d'eau, réseaux divers...) de toutes les zones transférées conformément aux plans ci-joints ;
- de procéder à la cession des terrains suivants :

NAINTRÉ

- Z.A.E. de la Naurais Bachaud

Références cadastrales	Superficie (m ²)
CN 0065	3755
CN 0039	2917
CN 0037	4615
CN 0030	3994

- Z.A.E. de Laumont

Références cadastrales	Superficie (m ²)
AZ 1047	8101
AZ 1062	4366
AZ 1091	18000
AZ1130	1099
AZ 1131	4741
AZ1072	5923
AZ 0992	443
AZ 0117	452
AZ 1061	753

INGRANDES-SUR-VIENNE

- Z.A.E. des Terres Rouges

Références cadastrales	Superficie (m ²)
AN 9	7324
AN 16	4430
AN 17	18383
AN 23	4237
AN 39	6277
AP 78	26861
AP 79	5743
AP 80	85
AP 81	4611
AP 82	498
AP 83	390
AP 84	285
AP 85	2782

AP 86	346
AP 87	5611
AP 88	2445
AP 89	299
AP 90	7196
AP 91	440
AP 104	6786

- Z.A.E. de Saint-Ustre

Références cadastrales	Superficie (m ²)
K 346	20023
K 350	57736
K 331	5454
K 332	

- Z.A.E. de la Palue

Références cadastrales	Superficie (m ²)
CI 210	4791
CI 129	355

- Z.A.E. des Sables

Références cadastrales	Superficie (m ²)
ZA 108	64528
ZA 86	2400
ZA 95	14948

- de procéder à l'évaluation du prix de cession au coût réel c'est-à-dire à la somme des dépenses engagées par la commune (coût d'acquisition des terrains, frais de viabilisation, coût de construction des VRD, frais financiers...) de laquelle sont déduites les recettes perçues (subventions d'investissement, produits de cession des terrains ;
- de convenir que la cession des biens concernés par le transfert en pleine propriété fera l'objet d'un acte dont la signature sera autorisée par délibération afin de régler au cas par cas les modalités précises de la cession entre la communauté d'agglomération et chaque commune ;
- de convenir que le paiement du prix par la communauté d'agglomération à la commune n'interviendra qu'au moment de la vente des terrains par la communauté d'agglomération à des opérateurs économiques au fur et à mesure de la commercialisation.

VU l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales relatif au transfert de compétence en matière de ZAE,

VU l'article I alinéa 1 des statuts de la communauté d'agglomération, relatif à la compétence en matière de développement économique,

VU la délibération n°5 du conseil communautaire du 28 juin 2010 relative au transfert des zones d'activité économique d'intérêt communautaire,

VU la délibération n°2 du bureau communautaire du 19 décembre 2016 dressant la liste des zones d'activité économique relevant de la compétence de la communauté d'agglomération,

VU la délibération n°9 du conseil communautaire du 3 juillet 2017 relative aux conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers en matière de zones d'activité économique,

CONSIDERANT le délai d'un an courant à compter du transfert de compétence pour que la communauté d'agglomération et ses communes membres définissent les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers en matière de zones d'activité économique,

Le conseil municipal, ayant délibéré, décide d'émettre un avis favorable aux conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des ZAE adopté par le conseil communautaire qui prévoit :

- que les communes procéderont à une mise à disposition gratuite des biens du domaine public (voirie et ses dépendances, éclairage public, parkings, bassins de rétention d'eau, réseaux divers...) de toutes les zones transférées à la communauté d'agglomération conformément aux plans ci-joints ;
- d'acquérir les terrains ci-dessus référencés,
- de procéder à l'évaluation du prix de cession au coût réel, c'est-à-dire à la somme des dépenses engagées par la commune (coût d'acquisition des terrains, frais de viabilisation, coût de construction des VRD, frais financiers, ...) de laquelle sont déduites les recettes perçues (subventions d'investissement, produits de cession des terrains),
- de convenir que la cession des biens concernés par le transfert en pleine propriété fera l'objet d'un acte, dont la signature sera autorisée par délibération, afin de régler au cas par cas les modalités précises de la cession entre la communauté d'agglomération et chaque commune ;
- de convenir que le paiement du prix par la communauté d'agglomération à la commune n'interviendra qu'au moment de la vente des terrains par la communauté d'agglomération à des opérateurs économiques, au fur et à mesure de la commercialisation.

APPROBATION DU RAPPORT CLECT

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté d'Agglomération du Grand Châtellerault par délibération n°8 en date du 03/07/2017 à adopter le rapport de la CLECT

La commission d'évaluation des charges transférées s'est réunie huit fois, depuis le début de l'année, dont 6 pour l'évaluation des charges.

Elle a pu chiffrer les restitutions de compétences aux communes :

- Subventions, maisons de santé pluridisciplinaires, site du Pontreau, gendarmerie de Lençloître, loyers de l'épicerie sociale de Pleumartin (22 Mars 2017)
- Enfance jeunesse, transport scolaire vers les piscines (12 Avril 2017)
- Entretien des berges et ruisseaux (10 Mai 2017)
- Voiries, sentiers de randonnées et bas-côtés, prestations des chantiers d'insertion au bénéfice des communes (16 Mai 2017)
- Acquisition des livres, terrains de moto cross de Vouneuil sur vienne (7 Juin 2017)
- Décharges de structures liées à l'ensemble de ses charges transférées (14 Juin 2017)

Elle a pu aussi calculer les compétences supplémentaires prises par la Communauté d'Agglomération ou l'extension aux nouvelles communes membres de ses services :

- Gestions des milieux aquatiques, chenil et animaux errants (10 Mai 2017)
- Office de tourisme communaux (16 Mai 2017)
- Gymnase des collèges et de l'IUT (7 Juin 2017)

Vu la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant une nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 35,

Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1609 Nonies C,

Considérant que la commission locale d'évaluation des charges s'est réunie le 14 Juin et a adopté la synthèse des travaux des réunions des 22 Mars, 12 Avril, 10 et 16 Mai, 7 et 14 Juin 2017,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents adopte le rapport de la CLECT en tenant compte des tableaux modifiés et précise que le montant total de l'attribution sera versé sur la section fonctionnement du budget communal.

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR France TELECOM - Fixation de la redevance

Monsieur Le Maire informe les membres du conseil municipal que le décret n° 2005-1676 du 27 Décembre 2005, fixe le montant des redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées prévus par les articles L 45-1, L 47 et L 48 du code des postes et des communications électroniques, à effet du 1.1.2006.

L'article R 20-52 du Code des Postes et des communications électroniques fixe le montant annuel maximum des redevances, déterminé en fonction de la durée de l'occupation, des avantages qu'en tire le permissionnaire et de la valeur locative de l'emplacement occupé. Sur le domaine public routier, il ne peut excéder pour 2017 :

- 1°-40 € par kilomètre et par artère, dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, sauf pour les autoroutes,
- 2° - 30 € par kilomètre et par artère (aérienne notamment)
- 3° -pour les autres installations : 20 € par mètre carré au sol (sauf l'emprise des supports des artères mentionnés au 1° et 2° qui ne donnent pas lieu à redevance).

Cette somme étant réactualisée tous les ans par un coefficient multiplicateur de ses valeurs de bases

On entend par artère :

- dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre,
- dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.

Les montants sont révisés chaque année au premier janvier, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

Délibération

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'adopter les tarifs de la Redevance d'Occupation du Domaine Public par ORANGE pour les années de 2013 à 2017 suivant les différents coefficients

- Pour 2013, le coefficient d'actualisation est de 1.33319
- Pour 2014, le coefficient d'actualisation est de 1.34678
- Pour 2015 le coefficient d'actualisation est de 1.34152
- Pour 2016, le coefficient d'actualisation est de 1.29347
- Pour 2017, le coefficient d'actualisation est de 1.26845

Ces coefficients s'appliquant sur les tarifs de bases suivants :

- 40 € le km d'artères aériennes
- 30 € le km d'artères souterraines
- 20 € le m² d'emprise au sol.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte le versement du montant de la redevance de l'année 2013 à 2017 suivant le tableau du patrimoine total transmis par France Télécom qui sera porté au compte 70323 du budget primitif 2017 et autorise le maire de procéder au recouvrement de ces redevances. Un tableau sera joint au titre.

RAPPROCHEMENT ENTRE VIENNE SERVICES ET L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE

Monsieur Le Maire présente au Conseil Municipal que suite aux diverses réunions effectuées entre Viennes Services et l'Agence Technique Départementale, afin de conforter les compétences de chacune des entités, et pérenniser ces institutions, est né un rapprochement entre ses deux institutions.

Il convient à ce jour de délibérer afin de dissoudre le syndicat Vienne Services, d'adhérer à la future agence des territoires de la Vienne et d'adopter les nouveaux statuts de cette entité.

DELIBERATION PORTANT SUR LA DISSOLUTION DE VIENNE SERVICES.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5721-7, L 5211-26 et L5211-25-1 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 3 Janvier 1980 portant création du syndicat mixte Vienne Services ;
Vu les statuts du syndicat mixte Vienne Services ;
Vu la délibération de la commune de Lésigny en date du 6 Novembre 1979 portant adhésion au syndicat mixte Vienne Services ;
Vu la délibération du comité syndical de Vienne Services en date du 30 Juin 2017 demandant sa dissolution et le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale / Agence des Territoires de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018 ;

Considérant la nécessité de prendre en considération les mouvements que connaissent les collectivités, parmi lesquels la réforme du paysage territorial ou encore les évolutions législatives qui redéfinissent le cadre de l'ingénierie territoriale ;

Considérant la proximité de l'Agence Technique Départementale de la Vienne et de Vienne Services ainsi que les différentes formes de mutualisation déjà réalisées entre ces deux structures ;

Considérant les études réalisées par ces deux structures, le Conseil Départemental et les services de l'Etat concernant le rapprochement de Vienne Services et de l'Agence Technique Départementale ;

Considérant que Vienne Services peut être dissous à la demande motivée de la majorité des personnes morales qui le composent conformément à l'article L 5721-7 du code général des collectivités territoriales,

Monsieur Le Maire présente au Conseil Municipal, la délibération du Comité syndical de Vienne Services en date du 30 Juin 2017 demandant sa dissolution ainsi que le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale / Agence des Territoires de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018,

Il est également précisé que les membres de Vienne Services doivent délibérer et transmettre leur délibération dans un délai de trois mois au syndicat.

Au terme de cette procédure d'approbation, la dissolution de Vienne Services sera prononcée par arrêté du Préfet.

Suite à cet exposé, le Conseil Municipal est invité à se prononcer par délibération sur la dissolution de Vienne Services ainsi que sur le futur transfert intégral de ces missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/ Agence des territoires de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré et voté,

Décide :

- D'approuver la dissolution de Vienne Services ainsi que le transfert intégral de ses missions, de son personnel, de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale / Agence des Territoires de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018,

DELIBERATION D'ADHESION A LA FUTURE AGENCE DES TERRITOIRES DE LA VIENNE

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L5511-1 ;

Vu le projet de nouveaux statuts de l'Agence Technique Départementale de la Vienne ;

Vu la délibération du comité syndical de Vienne Services en date du 30 Juin 2017 demandant sa dissolution et le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018 ;

Considérant la nécessité de prendre en considération les mouvements que connaissent les collectivités, parmi lesquels la réforme du paysage territorial ou encore les évolutions législatives qui redéfinissent le cadre de l'ingénierie territoriale ;

Considérant la proximité de l'Agence Technique Départementale de la Vienne et de Vienne Services ainsi que les différentes formes de mutualisation déjà réalisées entre ces deux structures ;

Considérant le lancement de la procédure de dissolution de Vienne Services pour le 1^{er} Janvier 2018 ;

Considérant le transfert intégral des missions, du personnel et des actifs et passifs de Vienne Services à l'Agence Technique Départementale/ Agence des Territoires de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018 ;

Considérant la nécessité pour la commune de bénéficier en 2018 des prestations actuellement offertes par Vienne Services ; Monsieur Le Maire présente au Conseil Municipal, la délibération du comité syndical de Vienne Services en date du 30 Juin 2017 demandant sa dissolution ainsi que le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale/ Agence des territoires de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018.

Il est également précisé qu'il est nécessaire d'adhérer à l'Agence Technique Départementale/ Agence des Territoires de la Vienne afin de continuer à bénéficier des missions actuellement assurées par Vienne Services.

Suite à cet exposé, le Conseil Municipal est invité à se prononcer par délibération pour adhérer à l'Agence Technique Départementale au 1^{er} Janvier 2018 qui prendra le nom d'Agence des Territoires de la Vienne à cette même date.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et voté,

Décide :

- D'approuver l'adhésion à l'Agence Technique Départementale / Agence des Territoires de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018,
- De désigner, Monsieur Le Maire comme délégué de la Commune auprès de l'Agence Technique Départementale/ Agence des Territoires de la Vienne

DELIBERATION DE PRINCIPE PORTANT ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS DE L'AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DE LA VIENNE

Vu le Code des collectivités territoriales et notamment l'article L5511-1 ;

Vu la délibération du Comité syndicat de Vienne Services en date du 30 Juin 2017 demandant sa dissolution et le transfert intégral de ses missions, de son personnel et de ses actifs et passifs au profit de l'Agence Technique Départementale de la Vienne au 1^{er} Janvier 2018 ;

Vu la délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'Agence Technique Départementale de la Vienne du 30 Juin 2017 ;

Vu le projet de nouveaux statuts de l'Agence Technique Départementale de la Vienne ;

Considérant la nécessité de prendre en considération les mouvements que connaissent les collectivités, parmi lesquels la réforme du paysage territorial ou encore les évolutions législatives qui redéfinissent le cadre de l'ingénierie territoriale ;

Considérant la proximité de l'Agence Technique de la Vienne et de Vienne Services ainsi que les différentes formes de mutualisation déjà réalisées entre ces deux structures ;

Considérant les études réalisées par ces deux structures, le Conseil Départemental et les services de l'Etat concernant le rapprochement de Vienne services et de l'Agence Technique Départementale ;

Considérant la nécessité de modifier les statuts de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne pour 2018 afin de continuer à bénéficier des prestations actuellement offertes par Viennes Services ;

Monsieur Le Maire présente au Conseil Municipal la délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'Agence Technique Départementale de la Vienne du 30 Juin 2017 ainsi que le projet de nouveaux statuts de cette dernière ;

Suite à cet exposé, le Conseil Municipal est invité à se prononcer par délibération de principe sur la modification des statuts de l'Agence Technique Départementale/Agence des Territoires de la Vienne.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré et voté,

Décide

- D'approuver la modification des statuts de l'Agence Technique Départementale telle que proposée.

DECISIONS MODIFICATIVES

Suite au dernier conseil municipal du 15 Juin 2017, il avait été pris des délibérations concernant des attributions de compensation suite au transfert de charges . Il s'agissait de la MCL, du réseau des bibliothèques et de l'USEP. Ces sommes seront prises sur le budget 2017 et voici la décision modificative à prendre :

BUDGET COMMUNE

Fonctionnement Dépenses

Cpte 022 : - 1994.86

Cpte 739211 : + 1994.86

Il convient également de prendre une autre décision modificative concernant l'intégration des terrains de Mr CARTIER

Investissement Dépenses

Cpte 2764/041 : 23 531.50

Investissement Recettes

Cpte 1328/041 : 23531.50

Concernant le fonds de péréquation des ressources communale et intercommunale dont nous venons de recevoir le tableau , la décision modificative sera la suivante :

Fonctionnement Dépenses

Cpte 739223 : +430

Cpte 022 : - 430

Pour le lotissement concernant le renouvellement de l'emprunt, voici la décision modificative :

BUDGET LOTISSEMENT

Investissement Dépenses

335/040 : + 150

Investissement Recettes

1641 : + 150

Fonctionnement Dépenses

6611 : + 150

608/043 : + 150

Fonctionnement Recettes

7133/042 : + 150

796/043 : + 150

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil acceptent à l'unanimité ces décisions modificatives.

VENTE DE L'ANCIEN PHOTOCOPIEUR

Monsieur Le Maire fait part aux membres du Conseil municipal que nous avons changé le photocopieur de la Mairie, et qu'il serait bien de le vendre. Il s'agit d'un photocopieur couleur de marque OLIVETTI D COLOR MF 201 Plus .

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal fixent le prix de vente à 500 € et autorisent Monsieur Le Maire à effectuer les démarches nécessaires.

DON DE LA MAQUETTE DU PONT DE LESIGNY

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal du courrier qu'il a reçu de Mr PASSY Jacques qui souhaite faire don de la maquette de l'ancien pont de LESIGNY à la commune.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal acceptent le don de Mr PASSY et le remercie.

REMISE EN ETAT DU CHEMIN DU PORT

Monsieur Le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal que le chemin du Port est obstrué par des arbres et branches coupées et tombées sur le chemin.

Après avoir envoyé un courrier au riverain concerné, pour qu'il effectue une remise en état du chemin avant l'hiver et en lui stipulant que si la remise en état n'était pas effectuée par leurs soins, nos agents techniques effectueraient la remise en état et les frais engagés lui seraient envoyés.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal acceptent la proposition et autorisent Monsieur Le Maire à effectuer les démarches.

TRAVAUX D'INTERETS GENERAUX

Monsieur Le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal qu'il a reçu une demande pour effectuer des travaux d'intérêts généraux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et voté, accepte d'effectuer les démarches pour obtenir l'agrément afin d'accueillir des personnes qui doivent effectuer des travaux d'intérêts généraux.

DON D'UNE VITRINE PAR MR BELLIN Philippe

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal que Mr BELLIN Philippe fait don d'une vitrine en bois à la commune de Lésigny.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal acceptent le don de Mr BELLIN et le remercie.

Monsieur Le Maire informe :

- Du début des travaux de renforcement électrique aux Patrières. Ces travaux doivent commencer début Octobre 2017.
- De la continuité des travaux de l'Eglise .
- Des démarches effectuées pour effectuer une réserve pour le bar restaurant soit par la mise en place d'une structure modulaire ou d'une véranda. Des devis ont été demandés.
- De l'abattage des arbres de la station de Fenongue par le SIAG
- De la disponibilité en Mairie du rapport d'activité de Grand Châtellerault
- De la participation de la Commune à Octobre Rose « Dépistage du cancer du sein » A cette occasion des rubans roses seront accrochés à divers endroits de la commune.
- Que Mr VOYEZ a effectué cet été la destruction de 9 nids de frelons

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 45.